DEMANDE DE PRESTATION D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE



	ldentité du	demandeur	
Numéro de sécurité sociale :			
Numéro de pension Enim :			
Date de naissance : /			
Nom et Prénom :			
Adresse :			
Code postal :	Ville :	Pays :	
Téléphone :			
Courriel:		@	
	Situation	de famille	
Célibataire Divorcé(e)/Séparé(e), depuis le Marié(e)/Pacsé(e)/Concubin(e Veuf(ve), depuis le), depuis le /		
	ldentité du conjoint	(e) ou du partenaire	
Date de naissance : / Numéro de sécurité sociale :		rofession :	
		es vivant au foyer	
Nom et Prénom I	Profession ou situation	Date de naissance	Lien de parenté
	Mode de	logement	
Propriétaire Locataire			
Propriétaire Locataire	Foyer logement	Autre <i>(à préciser)</i> :	
	Ressources	mensuelles	
Indique	er l'ensemble des ressource	es mensuelles perçues par le foy	
	Demandeur	Conjoint(e) / Partenaire	Enfant ou autre personne résidant au foyer
Pension Enim			
Pension autres régimes (1)			
Salaire, Indemnités Journalière Indemnités France travail, RSA			
Autres revenus (Prime d'activit Complément employeur ou prévoya Allocation adulte / enfant handicap	nce,		
Revenus fonciers et/ou mobilie	ers		
TOTAL			

(1) Merci de préciser l'origine des autres pensions : CARSAT, ARRCO, AGIRC, MSA, etc.

(2) Merci de préciser la nature du revenu

DEMANDE DE PRESTATION D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE



Numéro de sécurité sociale :

Charge à déduire	
Pension alimentaire versée <i>(à justifier)</i> :	
Ressources exceptionnelles	
Nature (Exemples : Rappel de prestations familiales, capital décès)	Montant
	€
	€
	€
Renseignements complémentaires	
Montant des frais d'hébergement temporaire : Date début hébergement temporaire : Date fin hébergement temporaire : Nom et prénom du bénéficiaire de l'hébergement temporaire : Nom de l'établissement où vous avez effectué votre hébergement temporaire :	
ENGAGEMENT	
Je soussigné(e) (nom et prénom(s) du signataire)	
Je m'engage à : • signaler toute modification de ma situation et de celle de mon conjoint et de • régler à l'Enim les sommes éventuellement versées à tort • faciliter toute enquête. Je certifie sur l'honneur l'authenticité des pièces et des renseignements fourni	Ç
Fait àle / Signature obligatoire :	





Numéro de sécurité sociale :

PAGE À COMPLÉTER PAR LE SERVICE SOCIAL

Evaluation de la situation
Contexte, motifs de la demande, propositions :
Plan d'action mis en place :
Date de l'enquête :
Signature de l'assistant(e) de service social
Courriel de l'assistant(e) de service social :
Fait àle / / / / /

Signature de l'assistant(e) de service social :

DEMANDE DE PRESTATION D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE



Pour les pensionnés de 65 ans et plus :	Pour les pensionnés de 60 à 64 ans :	
Le formulaire de demande dûment complété et signé	O L'imprimé de demande dûment complété et signé	
Le dernier avis d'imposition ou de non-imposition	O Le dernier avis d'imposition ou de non-imposition	
La facture nominative délivrée par l'établissement (le devis, éventuellement délivré à l'occasion de la réservation, ne peut donner lieu qu'à un accord de prise en charge de la part de l'Enim En cas de réglement à l'établissement, le RIB de ce dernier comportant les codes BIC et IBAN	 Le certificat médical d'inaptitude totale et définitive au travail La facture nominative délivrée par l'établissement (le devis, éventuellement délivré à l'occasion de la réservation, ne peut donner lieu qu'à un accord de prise en charge de la part de l'Enim 	
Dans ces deux situations, si votre conjoint est placé en	héhergement définitif fournir :	

L'Enim se réserve le droit de demander toute pièce justificative estimée nécessaire à l'étude du dossier.

LE DOSSIER <u>COMPLET</u> EST À RETOURNER À L'ADRESSE SUIVANTE :

Enim - Département des politiques sociales maritimes de l'action sanitaire et sociale et des préventions (DPAP)

27 quai de Solidor - CS 31854 35418 Saint-Malo Cedex action.sociale@enim.eu

Les informations personnelles recueillies par l'Enim pour le traitement des dossiers de ses correspondants respectent les obligations du règlement général sur la protection des données (RGPD – Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour plus d'informations, voir le site www.enim.eu et l'Espace personnel Enim. La loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données que nous enregistrons à partir de vos réponses.